

La Chronique du temps qui passe...

Pour cette édition 2018 du P'tit Sercussois, **Bernard Deram** mène une réflexion sur l'évolution de l'agriculture dans nos campagnes depuis 1945.

L'évolution de l'Agriculture depuis la guerre.

Année après année et après avoir décrit comment les habitants de nos villages s'organisaient pour vivre à la campagne, pour y travailler avec les moyens dont ils disposaient, pour s'informer et se distraire, je vais tenter de décrire l'évolution de l'agriculture depuis la deuxième guerre mondiale.

Après la guerre, il a fallu reconstruire. Beaucoup de bâtiments avaient été détruits ou brûlés. Le cheptel avait été décimé par les réquisitions répétées de l'occupant. Ajouter à cela le « ravitaillement » organisé pour nourrir la population qui, en échange de tickets, pouvait se procurer des denrées alimentaires bien souvent insuffisantes pour nourrir la famille. Une situation difficile à imaginer de nos jours où nous disposons de tout en abondance.



Bombardement Sercus janvier 1944

1960, mise en place du marché commun régi par le traité de Rome.

Plus de 10 ans ont passé. Pour éviter de nouveaux conflits stériles, l'Europe s'organise. Pour la partie agricole, c'est le traité de Rome qui en fixe les règles. Partant du constat que l'agriculture des six membres fondateurs ne produisait que 60% des denrées alimentaires nécessaires pour nourrir sa population, les pouvoirs publics ont chargé la profession d'une mission : « **Produisez pour nourrir vos concitoyens**, mécanisez vous, libérez la main d'œuvre indispensable pour satisfaire les besoins de l'industrie et contribuer à un meilleur équilibre du commerce extérieur.

Nous vous faciliterons la tâche en favorisant l'accès au crédit en regroupant le parcellaire par des remembrements afin d'améliorer les performances du travail et d'abaisser les coûts de revient, l'objectif étant aussi de réduire la part du budget que les consommateurs consacrent à leur alimentation ».



Cette période correspond à la mise en place de l'agriculture intensive. Vingt ans plus tard, nous mesurons les conséquences de ce choix. Les résultats dépassent les espérances, les agriculteurs se sont adaptés, on peut même dire qu'ils sont victimes de leur succès. La production devient excédentaire dans tous les domaines, c'est l'époque où les stocks s'accumulent et deviennent impossibles à gérer. Il est impératif de se

remettre en question.

C'est le moment où se met en place le PAC (Politique Agricole commune) et les quotas destinés à limiter la production.

Cette période a été marquée par les grands scandales, celui du sang contaminé et celui des farines de viande, tout comme les



différents trafics pratiqués à grande échelle et qui éclatent encore de temps à autre, mis en place par des intervenants peu scrupuleux guidés par l'appât du gain et qui ne se soucient pas des conséquences que cela

La Chronique du temps qui passe...

pourrait avoir sur la santé des consommateurs, autant de raisons pour justifier et entretenir la suspicion de ces derniers.

A l'écoute de la population et consciente de la situation, la profession a réagi afin de prendre des mesures pour rétablir la confiance des consommateurs en offrant des alternatives. Des groupes de travail se sont associés à des structures commerciales pour mettre en place progressivement « **la culture raisonnée** » plus respectueuse de l'environnement et limitant le recours aux entrants, afin d'offrir des produits de qualité supérieure garantie par un cahier des charges rigoureux. J'y ai moi-même participé dans plusieurs filières spécialisées et mis en pratique ces règles à l'époque où j'étais en activité.

En quoi cela consiste ?

D'abord, on s'interdit d'épandre des boues de stations d'épuration qui peuvent contenir des résidus de « métaux lourds », par exemple, sauf celles provenant des usines agroalimentaires.

Ensuite, on s'engage à **limiter les apports d'engrais** en fonction des besoins de la plante pour éviter les pertes par lessivage de la partie non utilisée au cours de l'hiver. Depuis pour atteindre cet objectif, il faut implanter **des couverts végétaux** pour éviter l'érosion des sols et contribuer à maintenir la matière organique indispensable à la fertilité des sols.

Pour déterminer la fumure, nous avons recours à l'analyse d'échantillons de terre prélevés à l'aide d'une sonde sur une épaisseur de 60 à 90 cm. Ces échantillons sont prélevés sur toute la surface de la parcelle concernée.

Pour les interventions phytosanitaires, les doses sont réduites au minimum, ce qui peut nous obliger à intervenir plus souvent mais pas de manière systématique. De nos jours, l'agriculteur dispose de moyens



supplémentaires pour prendre ses décisions, telles les stations météo connectées qu'il peut consulter à distance grâce à son smartphone afin d'intervenir à la bonne dose et au bon moment en suivant les conseils de techniciens spécialisés.

C'est pour répondre aux exigences des consommateurs que les agriculteurs ont recours aux produits phytosanitaires. De nos jours, qui accepterait d'acheter des produits de présentation médiocre ou avec des parties non comestibles ou encore des fruits véreux ? Pour y remédier, le traitement est indispensable. Il est comparable aux médicaments que l'on utilise pour retrouver la santé. C'est leur utilisation excessive qui est nuisible. De plus, ces produits coûtent chers. Qui donc serait assez naïf pour les utiliser sans raison quand cela n'est pas indispensable ?

La culture raisonnée suppose une démarche individuelle et motivée de la part du producteur, elle est garantie par une certification des normes ISO 9000 – 14000 et Globalgap. Certaines sont exigées pour les productions légumières afin de prouver **leur traçabilité** et permettre d'identifier les lots en cas de contrôles. D'autres le sont par des entreprises qui mettent l'accent sur les bonnes pratiques pour mieux valoriser leurs produits.

L'agriculture est une activité économique comme les autres. La mondialisation offre à la grande distribution d'énormes possibilités de mise en concurrence à la recherche de produits toujours moins chers n'offrant pas forcément les garanties que sont en droit d'exiger les consommateurs.

Les normes d'étiquetage sont souvent équivoques et peu précises. Elles contribuent à entretenir le doute malgré les demandes répétées des producteurs qui souhaitent qu'elles soient plus lisibles.

La Chronique du temps qui passe...

La concurrence stimule les émulations, toutefois elle a des limites.

Pour illustrer mon propos, voici un exemple : un poulet élevé au Brésil nourri avec des céréales à base d'OGM, importé en Pologne pour y être découpé, peut se retrouver dans nos rayons comme un produit conditionné en Europe. Il en est de même pour la viande bovine importée des Etats-Unis ou d'Amérique du sud où les anabolisants « hormones de croissance » sont utilisés systématiquement tout comme les fourrages OGM qui subissent plusieurs traitements au glyphosate sur la plante. Alors qu'en France et pour l'instant, l'utilisation du glyphosate est réservée sur terre nue. Des négociations en cours au niveau européen devraient permettre à terme au Canada d'importer en Europe des produits comparables grâce à un traité de libre échange, qui se négocie en ce moment sans que l'on s'inquiète de ses conséquences. En définitive, est-il normal d'autoriser la population à se nourrir de denrées produites selon des normes interdites en France ?

Incapables de soutenir une concurrence qui n'impose pas les mêmes critères de production, rien de surprenant à ce que de nombreux éleveurs abandonnent l'élevage, entraînant la disparition des prairies et de leurs conséquences sur l'environnement. Les raisons de ce choix sont difficilement compréhensibles pour le consommateur, qui peut trouver que la viande est chère. Alors que le producteur négocie la viande bovine en carcasse au prix de moins de 3 € jusque 4 selon les races et au kg. Comment expliquer une telle différence ?

L'offre permet aux consommateurs de choisir

Les pratiques culturelles ont leurs contraintes, le calendrier en est une, et ce n'est pas la moindre. Les consommateurs trouvent normal d'avoir à leur disposition toute l'année, sans tenir compte des saisons, des denrées bien présentées en provenance du monde entier. Ces pratiques vont à l'encontre du **développement durable** par rapport aux circuits courts qui optimisent les frais de transport. Néanmoins cela ne semble gêner personne ou presque.

Au travers des différentes filières mises en place, qu'elles soient conventionnelles, raisonnées, bio, de ventes directes ou de labels, chaque consommateur peut choisir, selon ses exigences, les produits qui lui conviennent, mais en même temps, il devrait observer un minimum de tolérance pour ne pas imposer son choix à ceux qui ne partagent pas ses idées. Personne n'a le monopole de la vérité.

Comme je l'ai écrit tout au long de ce témoignage, **les agriculteurs ont une très grande capacité d'adaptation**. Vous pouvez leur faire confiance. Ils l'ont toujours prouvé. Ils sont constamment à la recherche de solutions pour résoudre les problèmes soulevés par l'opinion publique. Ils utilisent déjà des alternatives aux méthodes traditionnelles, mais celles-ci sont souvent difficiles à mettre en œuvre à grande échelle. L'innovation dans tous les domaines permettra certainement d'y parvenir, répondant ainsi aux attentes de leurs concitoyens. Dommage qu'ils ne le fassent pas plus savoir. C'est sans doute la raison pour laquelle ils estiment être mal compris par l'opinion publique.

Bernard Deram



Quarante ans séparent ses deux photos



Entre ces 2 versions de tracteurs, une puissance multiplie par 9. Le tracteur américain de type Farmall ci-dessus utilisé après la seconde guerre mondiale laboure en 1 journée ce que le tracteur ci-contre piloté par Jean Vienne faisait en 1 heure